



Objet : Composition des comités
d'hygiène de sécurité et des conditions
de travail.

DRH n° 2018 DRH

PROJET DE DELIBERATION

soumis au Conseil Municipal

- EXPOSE DES MOTIFS -

Mesdames, Messieurs,

Les élections des représentants du personnel aux comités techniques se dérouleront, sur un tour, le 6 décembre 2018.

Des résultats de ces élections dépend notamment la répartition des sièges des représentants du personnel dans les comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

Afin de définir la structuration des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail au regard des évolutions des effectifs et des réorganisations intervenues dans certaines directions depuis les dernières élections aux comités techniques de 2014, il convient de fixer la composition du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail central et des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de direction ou de service, dont le nombre de représentants du personnel tient compte des effectifs et de la nature des risques professionnels de la direction ou du service auxquels sont rattachés ces comités.

Proportionnellement au nombre de voix obtenues lors des élections aux comités techniques, les organisations syndicales désigneront les représentants du personnel au sein des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail. Cette désignation au sein de chaque comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail fera l'objet d'un arrêté de la maire.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris



Bureau des relations sociales

Objet : Composition des comités
d'hygiène de sécurité et des conditions
de travail.

DRH n° 2018 DRH

**Le Conseil de Paris,
siégeant en formation de Conseil Municipal**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis émis par le comité technique central de la Ville de Paris siégeant le 18 mai 2018;

Vu le projet de délibération en date des 4, 5 et 6 juin 2018 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la composition des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe Girard, au nom de la deuxième commission,

DELIBERE

Article premier. - Outre le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail placé auprès du comité technique unique de la commune et du département de Paris, lequel deviendra le comité technique de la Ville de Paris à compter du 1^{er} janvier 2019, des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail sont placés auprès de chacun des comités techniques de direction et de service de la Ville de Paris.

Art. 2. - Le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail placé auprès du Secrétariat général exerce ses compétences à l'égard des personnels et des services du Secrétariat général et de la direction des affaires juridiques.

Le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail placé auprès du Cabinet de la Maire exerce ses compétences à l'égard des personnels et des services du Cabinet de la Maire et de l'Inspection générale.

Art. 3. - Le nombre de représentants du personnel des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail prévus à l'article premier ci-dessus est fixé conformément au tableau ci-après :

	Représentants du personnel	
	Titulaires	Suppléants
Secrétariat général	4	4
Cabinet de la Maire	4	4
Direction de l'attractivité et de l'emploi	4	4
Direction de l'information et de la communication	4	4
Direction des systèmes et technologies de l'information	5	5
Direction du logement et de l'habitat	5	5
Direction de l'urbanisme	5	5
Service technique de l'eau et de l'assainissement (direction de la propreté et de l'eau)	6	6
Direction des finances et des achats	6	6
Direction des ressources humaines	6	6
Direction de la voirie et des déplacements	8	8
Direction de l'immobilier, de la logistique et des transports	8	8
Direction constructions publiques et architecture	8	8
Direction de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires	9	9
Direction de la prévention, de la sécurité et de la protection	10	10
Direction de la jeunesse et des sports	10	10
Direction des affaires culturelles	10	10

Direction des espaces verts et de l'environnement	10	10
Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé	10	10
Service technique de la propreté de Paris (direction de la propreté et de l'eau)	10	10
Direction de la propreté et de l'eau	10	10
Direction des familles et de la petite enfance	10	10
Direction des affaires scolaires	10	10
Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail central (commune et département)	10	10

Art. 4. - La présente délibération prendra effet à l'issue des élections des représentants du personnel aux comités techniques.

Art. 5. - La délibération 2014 DRH 1027, en date des 7, 8 et 9 juillet 2014, instaurant un comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de la commune et du département de Paris et des comités d'hygiène de sécurité et des conditions de travail auprès des comités techniques de direction et de service, est abrogée à la même date.